LA PORTÉE DU PRINCIPE DU NON-REFOULEMENT EN DROIT INTERNATIONAL

Par

Jean-Pierre MUNZONGO MUNYAMA

*Apprenant en Droit, Université de Kinshasa,
Département de Droit international public et Relations internationales
Assistant, Avocat et Chercheur*

RÉSUMÉ

Le principe du non-refoulement qui permet de garantir un accès effectif aux procédures d'asile est consacré par la Convention de Genève relative au statut des réfugiés de 1951, repris par le Protocole de New York de 1967 et par d'autres instruments régionaux. Ce dernier interdit aux États de renvoyer une personne dans un État « où sa vie ou sa liberté serait menacée en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques ».

Cette étude fait voir que malgré cette protection juridique, le principe de non-refoulement est désormais de plus en plus menacé par d'autres pratiques administratives et aussi par des impératifs d'ordre sécuritaire. Comme conséquence, le demandeur de protection se voit opposer l'irrecevabilité de sa demande et renvoyer vers son pays d'origine ou de transit.

Mots-clés : *Réfugié, migrant, asile, protection, demandeur d'asile, convention, non-refoulement, expulsion, persécution, torture*

ABSTRACT

The principle of non-refoulement, which makes it possible to guarantee effective access to asylum procedures, is enshrined in the Geneva convention relating to the citizenship of 1951, taken up by the New-York Protocol of 1967 and by other regional instruments. The latter prohibits states from returning a person to a state where his life or freedom would be affected by his race, his religion, his nationality of a certain social group or his political opinions.

This study shows that despite this legal protection, the principle of non-refoulement is now increasingly undermined by other administrative practices and also by security imperatives. As a consequence, the applicant for protection is faced with the inadmissibility of his request and sent him back to his country of origin or transit.

Keywords : *Refugee, migrant, asylum, protection, asking for asylum, convention, non-refoulement, expulsion, persecution, torture*

INTRODUCTION

Un réfugié est une personne qui « *craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions publiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut, ou du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays...* »¹. L'élément essentiel du statut des réfugiés et de l'asile est la protection contre le retour dans un pays où l'intéressé a des raisons de craindre la persécution. Cette protection s'exprime dans le principe du non-refoulement qui est largement accepté par les Etats en vertu des conventions internationales et de l'apatride.

La Convention des Nations Unies de 1951 relative au statut des réfugiés fixe les obligations des États-parties, dont la plus importante se rapporte au **principe de non-refoulement**, selon lequel les pays d'asile ne doivent pas refouler de force des gens qui craignent avec raison d'être persécutés. D'autre part, ce principe fait partie du droit international coutumier dans la mesure où tous les Etats ont pour obligation de le respecter, même s'ils n'ont pas ratifié la Convention.

I. FONDEMENT JURIDIQUE DU PRINCIPE DE NON-REFOULEMENT

Le principe du non-refoulement est consacré dans plusieurs instruments internationaux relatifs aux réfugiés, tant aux niveaux universel, régional que national.

A. Au niveau universel

A l'échelle internationale, les mouvements de la migration ont fait l'objet d'un ensemble assez développé de normes (qu'elles soient coutumières ou conventionnelles). La principale source applicable dans ce domaine est la *Convention de Genève sur le statut des réfugiés*, du 28 juillet 1951 qui, au paragraphe 1 de son article 33, dispose que : « *Aucun des Etats contractants n'expulsera ou ne refoulera, de quelque manière que ce soit, un réfugié sur les frontières des territoires où sa vie ou sa liberté serait menacée en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques.* »

Cette disposition est l'un des articles fondamentaux de la Convention de 1951, et peut faire l'objet de réserves. Elle revêt également un caractère obligatoire en vertu du paragraphe 1 de l'article premier du Protocole de 1967. A la différence d'autres dispositions de la Convention, son application ne dépend pas de la résidence légale d'un réfugié sur le territoire d'un Etat contractant. Les mots « où sa vie ou sa liberté serait menacée » ont fait l'objet

¹ Article 1^{er}, Convention des Nations-Unies de 1951 relative au statut des réfugiés.

de diverses discussions. Il semble, d'après les travaux préparatoires, que l'on n'ait pas voulu leur donner une signification plus restrictive qu'aux mots « craignant avec raison d'être persécutée » qui figurent dans la définition du terme « réfugié » au paragraphe 2 de la section A de l'article premier. Une rédaction différente a été adoptée pour une autre raison, à savoir que l'on voulait bien préciser que le principe du non-refoulement s'appliquait non seulement au pays d'origine mais à tout pays où une personne a des raisons de craindre la persécution².

La *Convention de Genève sur le statut des réfugiés*, du 28 juillet 1951, fut adoptée dans le contexte de l'après-guerre prévoit explicitement l'interdiction du refoulement des réfugiés (article 33), lequel sera repris par la *Convention contre la torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants* (article 3) dans le strict cadre de son champ d'application. Ce principe dispose également d'une assise coutumière en tant que principe autonome et en tant que composante de la prohibition de la torture³.

Le refoulement est également interdit, explicitement ou implicitement, par le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques* (article 7), la *Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées* (article 8), et les *Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires* (Principe 5).

Toujours au niveau universel, il convient de mentionner aussi la Déclaration des Nations Unies sur l'asile territorial, adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale en 1967. Au paragraphe 1 de son article 3, cette déclaration dispose que : « *Aucune personne visée au paragraphe 1 de l'article premier ne sera soumise à des mesures telles que le refus d'admission à la frontière ou, si elle est déjà entrée dans le territoire où elle cherchait asile, l'expulsion ou le refoulement vers tout Etat où elle risque d'être victime de persécutions.* »

B. Au niveau régional

1. En Europe

Le principe de non-refoulement connaît également une assise en droit de l'Union européenne : il est explicitement cité par l'article 78 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et par l'article 18 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne qui renvoient à la protection internationale prévue par la Convention de 1951 et l'article 19 relatif à la protection en cas d'éloignement, d'expulsion ou d'extradition. Repris par les

² Alberto COLELLA, « Les réserves à la Convention de Genève (28 juillet 1951) et au Protocole de New York (31 janvier 1967) sur le statut des réfugiés », *Annuaire français de droit international*, vol. 35, no 1, Paris, CNRS, 1989, p.470.

³ Julien ANCELIN, « Le principe de non-refoulement et l'Union européenne à l'épreuve de la crise syrienne », *Études internationales*, 49(2), 2018, pp.357-358.

traités, ce principe dispose donc de la valeur du droit originaire et la Cour de justice est compétente pour en assurer l'application.

Par ailleurs, sans consacrer strictement le principe de non-refoulement, le droit du Conseil de l'Europe reconnaît au demandeur d'asile une certaine protection. En effet, si aucun article de la Convention européenne des droits de l'homme ne pas fait référence à la Convention de Genève et son protocole, la protection des demandeurs d'asile existe par l'articulation d'autres droits garantis. La protection par ricochet construite par la Cour sur la base de l'article 3 de la Convention européenne, relatif à l'interdiction de la torture et des traitements inhumains et dégradants, est utile à ce titre. Cet article, combiné aux articles 8 (affirmant le droit à l'intégrité de la famille), 13 (garantissant le droit à un recours effectif) et 4 (du protocole 4 contre les expulsions collectives), permet d'assurer aux demandeurs d'asile un socle minimal de protection⁴.

Dans la Résolution sur l'asile en faveur des personnes menacées de persécution, que le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adoptée le 29 septembre 1967, il est recommandé aux Gouvernements membres de s'inspirer des principes suivants :

- « 1. Ils devraient faire preuve d'un esprit particulièrement libéral et humanitaire à l'égard des personnes qui cherchent asile sur leurs territoires ;
- 2. Ils devraient, dans ce même esprit assurer qu'aucune personne ne fasse l'objet d'un refus d'admission à la frontière d'un refoulement d'une expulsion ou de toute autre mesure qui aurait pour effet de l'obliger à retourner ou demeurer dans un territoire où elle serait menacée de persécutions du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité ou de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques. »

Comme a pu l'observer, le Haut-commissaire aux droits de l'Homme, l'ampleur « de la rhétorique anti-migrant » en Europe empêche toute construction d'une « gouvernance de la migration fonctionnelle ». Les États membres et, dans une moindre mesure – eu égard aux compétences qui lui sont dévolues – l'Union européenne ont opéré un choix d'analyse qui rend toute perspective d'extension de la solidarité internationale difficilement envisageable⁵.

Dans ces circonstances, « loin d'adopter une éthique de l'hospitalité qui suppose réciprocité et responsabilité, les États européens développent des dynamiques de défiance et d'indifférence à l'égard des migrants considérés d'autant plus indésirables qu'ils sont plus vulnérables ». La garantie de l'accès

⁴ Julien ANCELIN, *op. cit.*, pp.359-360.

⁵ NATIONS UNIES, « Migrants et réfugiés : le chef des droits de l'homme de l'ONU appelle l'Europe à mieux structurer sa réponse », *Onu Info*, 13 juin 2016, disponible sur <http://www.un.org>, consulté le 02 août 2022.

effectif à la protection est ainsi fragilisée par la multiplication des atteintes au principe de non-refoulement aux frontières des États membres et par la délégation de la protection, par le jeu d'un refoulement indirect, au profit d'États tiers parfois subitement qualifiés de « sûrs »⁶.

2. En Afrique

Au niveau africain, la Convention de 1969 de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés d'Afrique énonce, sous une forme obligatoire, plusieurs importants principes relatifs à l'asile, notamment le principe du non-refoulement. Selon le paragraphe 3 de l'article II : « *Nul ne peut être soumis par un Etat membre à des mesures telles que le refus d'admission à la frontière, le refoulement ou l'expulsion qui l'obligeraient à retourner ou à demeurer dans un territoire où sa vie, son intégrité corporelle ou sa liberté seraient menacées pour les raisons énumérées à l'article 1, paragraphes 1 et 2.* »

En outre, la Charte africaine de droits de l'homme et des peuples garantit le droit d'asile tout en prohibant le refoulement collectif en article 12 qui dispose : « (3) *Toute personne a le droit, en cas de persécution, de rechercher et de recevoir asile en territoire étranger, conformément à la loi de chaque pays et aux conventions internationales.* (4). *L'étranger légalement admis sur le territoire d'un État partie à la présente Charte ne pourra en être expulsé qu'en vertu d'une décision conforme à la loi.* (5). *L'expulsion collective d'étrangers est interdite. L'expulsion collective est celle qui vise globalement des groupes nationaux, raciaux, ethniques ou religieux* ».

Il convient de citer aussi la *Déclaration du Caire sur la protection des réfugiés et des personnes déplacées dans le monde arabe* (article 2).

Enfin, dans les Principes régissant le traitement des réfugiés, adoptés par le Comité consultatif, juridique afro-asiatique à sa huitième session tenue à Bangkok en 1966, il est dit que : « *Aucune personne cherchant asile conformément à ces principes ne peut, sinon pour des raisons majeures de sécurité nationale ou de sauvegarde de la population, être soumise à des mesures telles que le refoulement à la frontière, le renvoi ou l'expulsion, si des mesures devaient avoir pour effet de l'obliger à regagner un territoire ou à y demeurer alors qu'elle a de bonnes raisons de craindre d'y être l'objet de persécutions mettant en danger sa vie, son intégrité corporelle ou sa liberté* » (article III, par. 3).

3. En Amérique

En Amérique, le principe de non-refoulement est consacré par le paragraphe 8 de l'article 22 de la Convention américaine sur les droits de l'homme adoptée en novembre 1969 dispose que : « *Un étranger ne peut en aucun cas être expulsé ou renvoyé dans un pays, que ce soit ou non son pays d'origine, si son droit à la vie ou à la liberté personnelle risque d'y être violé pour des motifs fondés sur sa race, sa nationalité, sa religion, sa situation sociale ou ses opinions politiques.* »

⁶ Julien ANCELIN, *op. cit.*, p.359.

C. Au niveau national

En plus des déclarations figurant dans les instruments internationaux ci-dessus adoptés aux niveaux universel et régional, le principe du non-refoulement trouve aussi son expression au niveau national en ce sens qu'il est consacré dans les constitutions et/ou lois ordinaires de plusieurs Etats. Et aussi, à cause de son acceptation très large au niveau universel, ce principe est pris en considération de plus en plus dans la jurisprudence et dans les travaux des juristes en tant que principe généralement reconnu de droit international.

Le principe de non-refoulement est garanti par la Constitution de la République Démocratique du Congo en son article 33 qui dispose : « *Le droit d'asile est reconnu. La République Démocratique du Congo accorde, sous réserve de la sécurité nationale, l'asile sur son territoire aux ressortissants étrangers poursuivis ou persécutés en raison notamment de leur opinion, leur croyance, leur appartenance raciale, tribale, ethnique, linguistique ou de leur action en faveur de la démocratie et de la défense des Droits de l'Homme et des Peuples, conformément aux lois et règlements en vigueur. Il est interdit à toute personne jouissant régulièrement du droit d'asile d'entreprendre toute activité subversive contre son pays d'origine ou contre tout autre pays, à partir du territoire de la République Démocratique du Congo. Les réfugiés ne peuvent, ni être remis à l'autorité de l'Etat dans lequel ils sont persécutés, ni être refoulés sur le territoire de celui-ci. En aucun cas, nul ne peut être acheminé vers le territoire d'un Etat dans lequel il risque la torture, des peines ou des traitements cruels, dégradants et inhumains. La loi fixe les modalités d'exercice de ce droit*⁷ ».

D. Exceptions au principe du non-refoulement

Si le principe du non-refoulement est de caractère fondamental, on s'accorde à reconnaître qu'il peut y avoir des cas où l'on peut légitimement, à titre exceptionnel, ne pas l'appliquer. Ainsi, le paragraphe 2 de l'article 33 de la Convention de 1951 sur les réfugiés dispose que : « *Le bénéfice de la présente disposition (c'est-à-dire du paragraphe 1 de l'article 33 mentionné plus haut) ne pourra toutefois être invoqué par un réfugié qu'il y aura des raisons sérieuses de considérer comme un danger pour la sécurité du pays où il se trouve ou qui, ayant été l'objet d'une condamnation définitive pour un crime ou délit particulièrement grave, constitue une menace pour la communauté dudit pays.* »

Pareille exception, fondée sur des facteurs ayant trait à la personne même du réfugié, ne figure pas dans les autres instruments - universels ou régionaux - mentionnés plus haut. Toutefois, l'application d'autres exceptions générales est prévue, par exemple « pour des raisons majeures de sécurité nationale ou pour protéger la population ».

⁷ Article 33, Constitution de la République Démocratique du Congo telle que révisée par la Loi n° 11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006.

Compte tenu des conséquences graves que peut avoir un réfugié en cas de retour dans un pays où il serait en danger de persécution, l'exception prévue au paragraphe 2 de l'article 33 ne doit être appliquée qu'avec la plus grande prudence. Il est nécessaire de tenir dûment compte de toutes les circonstances du cas et, lorsque le réfugié a été reconnu coupable d'un délit grave, de toutes les circonstances atténuantes et des possibilités de redressement et de réintégration dans la société⁸.

II. PRATIQUE DES ETATS EN MATIERE DE NON-REFOULEMENT

Le refoulement peut se définir comme une mesure qui consiste à interdire, à la frontière, l'entrée sur le territoire national à un étranger qui n'y est pas déjà régulièrement installé⁹. Tandis que le non-refoulement consiste pour les Etats à ne pas expulser ou refouler, de quelque manière que ce soit, une personne sur les frontières des territoires où sa vie ou sa liberté serait menacée. Mais dans la pratique ce principe connaît quelques difficultés.

A. Les personnes pouvant bénéficier du non-refoulement

S'agissant d'évaluer la pratique des Etats touchant le principe du non-refoulement, il convient de souligner que ce principe s'applique, que l'intéressé ait ou non été officiellement reconnu comme réfugié. Dans le cas des personnes officiellement reconnues comme des réfugiés en vertu de la Convention de 1951 et/ou du Protocole de 1967, le respect du principe du non refoulement, tel qu'il s'exprime à l'article 33, ne devrait normalement susciter aucune difficulté. Au surplus, lorsqu'il existe une procédure spéciale pour la détermination du statut de réfugié en vertu de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967, le candidat est presque invariablement protégé contre le renvoi dans son pays d'origine avant l'achèvement de cette procédure¹⁰.

B. Entre le respect des droits humains et les enjeux sécuritaires

Malgré la multiplication des références au non-refoulement et à la protection des demandeurs d'asile, ce principe connaît des contestations répétées, souvent justifiées par des motifs sécuritaires ou répressifs, surtout par l'Union Européenne et par ses États membres. Ce constat renvoie à l'idée selon laquelle le non-refoulement révèle un choc des paradigmes entre la protection des droits humains, notamment la prohibition du renvoi vers la torture ou un

⁸ Olivier DELAS, *Le principe de non-refoulement dans la jurisprudence internationale des droits de l'homme. De la consécration à la contestation*, Bruxelles, Bruylant, 2011, p.22.

⁹ Françoise BOUCHET-SAULNIER (dir.), *Dictionnaire pratique du droit humanitaire*, Paris, La Découverte, 2013, p.660.

¹⁰ Jules DUFOUR, « Les Murs du nouvel ordre mondial », *Centre de recherche sur la mondialisation*, 25 juin 2015, disponible sur www.mondialisation.ca/geopolitique, consulté le 15 juillet 2022.

traitement inhumain ou dégradant, et la compétence souveraine des États en matière d'accès à leur territoire lorsqu'il est question d'enjeux sécuritaires¹¹.

Les mesures et stratégies adoptées par les États soulèvent en conséquence de nombreuses questions sur l'interprétation pouvant être retenue du principe de non-refoulement. Il s'agira alors d'évoquer la tension entre deux conceptions opposées du principe, l'une, extensive, fondée sur l'effet utile du non-refoulement, et l'autre, restrictive, justifiée par une lecture défensive de la souveraineté¹².

C. Les difficultés d'ordre technique

Il y a cependant des cas où le respect du principe du non refoulement s'impose mais où son application peut donner lieu à des difficultés d'ordre technique. Par exemple, l'intéressé peut se trouver dans un État qui n'est pas partie à la Convention de 1951 ou au Protocole de 1967, ou qui, tout en étant partie à ces instruments, n'a pas établi de procédure officielle pour déterminer le statut de réfugié. Les autorités du pays d'asile peuvent avoir autorisé le réfugié à résider dans le pays avec un permis de séjour normal ou peuvent tout simplement avoir toléré sa présence sans avoir jugé nécessaire de lui reconnaître officiellement le statut de réfugié. Dans d'autres cas, l'intéressé peut avoir omis de présenter une demande officielle en vue de la reconnaissance de ce statut.

Dans des situations de ce genre, il est indispensable que le principe du non refoulement soit scrupuleusement observé même si l'intéressé n'a pas - ou n'a pas encore - été officiellement reconnu comme réfugié. Il convient de ne pas perdre de vue que la reconnaissance du statut de réfugié, soit en vertu du statut du HCR, de la Convention de 1951 ou du Protocole de 1967, revêt le caractère d'une déclaration. Depuis la vingt-septième session du Comité, il y a eu plusieurs cas de personnes auxquelles le statut de réfugié n'avait pas été officiellement reconnu et qui ont été renvoyées dans leur pays d'origine en dépit du fait qu'elles craignaient avec raison d'être persécutées ; il y a eu aussi des cas où le bien-fondé des motifs de cette crainte n'a pas même été examiné¹³.

¹¹ Olivier DELAS, *op. cit.*, p.61.

¹² Delcourt BARBARA, « Le principe de souveraineté à l'épreuve des nouvelles formes d'administration internationale de territoires », *Pyramides*, n°9, 2005, p. 94.

¹³ A.-M. TOURNEPICHE, *La coopération : enjeu essentiel du droit des réfugiés*, Paris, Pédone, 2015, p.24.

D. Le détournement de l'asile par d'autres pratiques

- *Une protection déléguée par le refoulement indirect vers des « pays tiers sûrs »*

Au-delà de l'élévation de barrières à leurs frontières terrestres et maritimes, les États usent d'autres artifices afin de maintenir les demandeurs d'asile en dehors de leur territoire. On voit ainsi poindre des pratiques de refoulement indirect qui, à la différence du refoulement direct, n'aboutissent pas à l'éloignement immédiat du demandeur d'asile, avant même l'introduction de sa demande (comme cela peut être le cas lorsque l'État expulse un migrant sans enregistrement préalable ou sans étude de sa demande).

Le refoulement indirect désigne en effet les cas dans lesquels l'État, une fois la demande de protection introduite, use de parades normatives pour faire peser sur un autre État la charge de l'examen ou de la protection accordée. Par ce biais, le demandeur d'asile ne peut bénéficier de protection effective et se voit refoulé vers des zones où de nouvelles persécutions peuvent survenir ou qu'il puisse y faire à nouveau l'objet d'une mesure de refoulement (il s'agirait dans ce cas d'une violation en chaîne du principe). Par le détournement du système d'asile commun, on assiste ainsi à une sous-traitance de la protection par le transfert vers des États tiers qualifiés de « sûrs »¹⁴.

- *Le transfert de la protection par les États membres vers un « pays tiers sûr »*

Le principe de non-refoulement est désormais de plus en plus menacé « par une pratique administrative des Gouvernements qui établissent des listes de pays déclarés "sûrs". Cette pratique ne permet pas de prendre en compte la diversité des situations personnelles » et aboutit à l'exclusion de demandeurs d'asile ayant transité par d'autres territoires. Par cette parade, le demandeur de protection se voit opposer l'irrecevabilité de sa demande en raison de son passage, après avoir quitté son État d'origine, sur des territoires jugés protecteurs par l'État saisi de la demande d'asile¹⁵.

¹⁴ Pierre-François LAVAL, « L'instrumentalisation de l'État tiers : vers un dévoiement de la coopération européenne en matière d'asile », *Revue du marché commun et de l'Union européenne*, vol. 599, 2019, p.341.

¹⁵ Arnaud POITEVIN, « La forteresse Europe opte pour l'option sécuritaire au détriment des droits fondamentaux », *La Revue des droits de l'homme*, 2015, disponible sur Internet www.revdh.revues.org, consulté le 02 août 2022.

CONCLUSION

En guise de conclusion, nous disons que toutes les barrières dressées sur le chemin des migrants et qui nient toute effectivité à la protection que la Convention de 1951 leur accorde ne suppriment pas les migrations. Au contraire, elles provoquent leur déplacement vers des parcours toujours plus dangereux et dépendants des réseaux de passeurs et de trafiquants¹⁶.

Si le principe du non refoulement est universellement reconnu, le danger de refoulement pourrait plus facilement être évité si l'Etat concerné acceptait formellement une obligation légale définie dans un instrument international. Cette affirmation fait ressortir l'importance qui s'attache à l'adhésion d'un plus grand nombre d'Etats à la Convention de 1951 et au Protocole de 1967. Les Etats qui n'ont pas encore adhéré à ces instruments devraient néanmoins appliquer le principe du non refoulement, compte tenu de son acceptation universelle et de son importance humanitaire fondamentale.

Les États sont tenus, en application de la Convention de 1951 et du droit international coutumier, de respecter le principe du non-refoulement. Lorsque ce principe est violé ou risque de l'être, le HCR intervient auprès des autorités compétentes et, s'il le juge opportun, informe le public. Dans certains cas, les personnes confrontées à une mesure de refoulement peuvent saisir les mécanismes compétents des droits de l'homme, comme le Comité contre la torture.

Pour que le principe du non refoulement soit observé, il y a lieu d'encourager les États, tant au niveau universel que régional, à adhérer à la Convention de 1951 et au Protocole de 1967, pour ceux qui ne l'ont pas encore fait. L'adhésion aux traités des droits de l'homme couvrant la protection des réfugiés, et en particulier la *Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants* et la *Convention relative aux droits de l'enfant*, ainsi que les traités du droit international humanitaire, doit aussi être envisagée.

¹⁶ Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE, « Les boat people de l'Europe. Que fait le droit ? Que peut le droit ? », *La Revue des droits de l'homme*, vol. 9, 2016, disponible sur www.evdh.revues.org, consulté le 17 juillet 2022.

BIBLIOGRAPHIE

I. INSTRUMENTS JURIDIQUES

- Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés, 1951.
- Convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés d'Afrique, 1969.
- Convention contre la torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, 1984.
- Convention américaine sur les droits de l'homme, 1969.
- Charte africaine de droits de l'homme et des peuples 1981.
- Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, 2009.
- Convention européenne des droits de l'homme, 1950.
- Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, 2012.
- Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 1966.
- Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, 1992.
- Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires, 1989.
- Résolution du Comité des ministres du Conseil de l'Europe sur l'asile en faveur des personnes menacées de persécution, 1967.
- Constitution de la République Démocratique du Congo telle que révisée par la Loi n° 11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006.

II. OUVRAGES

- BOUCHET-SAULNIER (Françoise dir.), *Dictionnaire pratique du droit humanitaire*, Paris, La Découverte, 2013.
- DELAS Olivier, *Le principe de non-refoulement dans la jurisprudence internationale des droits de l'homme. De la consécration à la contestation*, Bruxelles, Bruylant, 2011.
- TOURNEPICHE A.-M., *La coopération : enjeu essentiel du droit des réfugiés*, Paris, Pédone, 2015.

III. REVUES

- ANCELIN Julien, « Le principe de non-refoulement et l'Union européenne à l'épreuve de la crise syrienne », in *Études internationales*, 49 (2), 2018.
- BARBARA Delcourt, « Le principe de souveraineté à l'épreuve des nouvelles formes d'administration internationale de territoires », in *Pyramides*, n°9, 2005.

- COLELLA Alberto, « Les réserves à la Convention de Genève (28 juillet 1951) et au Protocole de New York (31 janvier 1967) sur le statut des réfugiés », *Annuaire français de droit international*, vol. 35, n°1, Paris, CNRS, 1989.
- LAVAL Pierre-François, « L'instrumentalisation de l'État tiers : vers un dévoiement de la coopération européenne en matière d'asile », in *Revue du marché commun et de l'Union européenne*, vol. 599, 2019.

IV. WEBOGRAPHIE

- BASILIEN-GAINCHE Marie-Laure, « Les boat people de l'Europe. Que fait le droit ? Que peut le droit ? », *La Revue des droits de l'homme*, vol. 9, 2016, disponible sur www.evdh.revues.org, consulté le 17 juillet 2022.
- Jules DUFOUR, « Les Murs du nouvel ordre mondial », *Centre de recherche sur la mondialisation*, 25 juin 2015, disponible sur www.mondialisation.ca/geopolitique, consulté le 15 juillet 2022.
- NATIONS UNIES, « Migrants et réfugiés : le chef des droits de l'homme de l'ONU appelle l'Europe à mieux structurer sa réponse », *Onu Info*, 13 juin 2016, disponible sur <http://www.un.org>, consulté le 02 août 2022.
- POITEVIN Arnaud, « La forteresse Europe opte pour l'option sécuritaire au détriment des droits fondamentaux », *La Revue des droits de l'homme*, 2015, disponible sur Internet www.revdh.revues.org, consulté le 02 août 2022.